

Syrie, le refus britannique et le soldat Hollande

Le coup est venu de là où personne ne l'attendait. La Grande-Bretagne, allié indéfectible des Etats-Unis, ne prendra pas part à une intervention militaire en Syrie. La Chambre des Communes (Parlement britannique) a rejeté «la motion sur le principe» d'une intervention militaire en Syrie que le Premier ministre David Cameron avait présentée à la Chambre des communes par 285 voix contre 272. «Il est tout à fait clair ce soir, alors que la Chambre n'a pas adopté cette motion, que le Parlement britannique, reflétant l'opinion du peuple britannique, ne veut pas d'une action militaire britannique : j'ai reçu le message, et le gouvernement agira en conséquence», a-t-il déclaré.

Quelques jours auparavant, au nom de la solidarité internationaliste sociale-démocrate – le PS français et les travaillistes britanniques sont deux poids lourds de l'Internationale socialiste – le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius avait tenté vainement de convaincre Ed Milliband, le chef du Parti travailliste britannique, de voter en faveur de la motion présentée par David Cameron.

Washington a également tenté de peser sur le vote de la Chambre des Communes en utilisant ses réseaux britanniques.

La décision britannique de se désengager d'une intervention militaire conduite par les Etats-Unis contre la Syrie était attendue. Les parlementaires ne voulaient pas aller à l'encontre d'une majorité de Britanniques échaudés par le précédent irakien et les mensonges de l'ancien Premier ministre Tony Blair, et hostiles à une attaque contre la Syrie. Selon un sondage YouGov publié jeudi, seuls 22% de Britanniques y sont favorables contre 51% qui y sont défavorables. Les médias britanniques n'étant pas en reste. «Does Obama know he's fighting on al-Qa'ida's side (Est-ce que Obama sait qu'il se bat du côté d'Al-Qaïda)», s'interrogeait le célèbre journaliste anglais Robert Fisk dans *The Independent* du 27 août. Des propos relayés sur les réseaux



Le peuple britannique refuse toute action militaire en Syrie.

sociaux et qui ont fait le tour du Net.

Embarrassé par la défection de son allié britannique – une première dans l'histoire des rapports entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis que l'opinion britannique surnomme «la fille aînée de l'Angleterre», – Barack Obama, jusque-là prudent avant de céder au lobby va-t-en-guerre américain, se trouve dans une posture embarrassante. Car en plus de l'allié traditionnel britannique, le Canada a décidé que ses soldats resteraient à la maison ! L'Allemagne réticente à cette guerre ne sera pas isolée comme cela a été le cas lors de l'intervention de l'Otan contre la Libye. Sans surprise, le Brésil et la majorité des pays d'Amérique latine sont hostiles à toute guerre contre la Syrie. Non par sympathie pour le régime de Bachar al-Assad mais parce que chacun sait qu'en ajoutant une guerre à la guerre déjà en cours on ne règlera pas le problème. Sont encore présents dans tous les esprits l'exemple irakien – plus d'un million de morts et un pays qui a implosé et qui est pratiquement en situation de guerre civile – l'Afghanistan où après

être massivement intervenu pour éradiquer les talibans, Washington et ses alliés vont se retirer sans gloire avec armes et bagages en laissant un pays livré à son sort, enfin la Libye, aujourd'hui ingouvernable, devenue un arsenal à ciel ouvert où tous les djihadistes viennent faire leurs emplettes et sanctuaire des djihadistes de la région. La Syrie ne retrouvera ni le chemin de la paix ni celui de la stabilité si jamais Washington décide de frapper ce pays.

La décision de Londres ne changera pas la décision de Paris, décidé, dit le président français, «à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents», prévenant que «le droit international (...) ne peut être un prétexte pour laisser perpétrer des massacres» ! Rien de nouveau sinon que la France a dès le début de la révolte syrienne en mars 2011 exclu toute solution politique et réitéré son choix pour une solution militaire dès l'arrivée de François Hollande au pouvoir. Mais contrairement à la Grande-Bretagne, qui vient de faire montre encore une fois de la

vitalité de sa démocratie parlementaire, la France de François Hollande ne sollicitera pas l'aval des parlementaires français. Fidèle à une tradition datant de la guerre d'Algérie, pas question que les élus du peuple puissent se prononcer pour ou contre une intervention de leur pays : «Le Parlement sera informé», a jugé le soldat Hollande ! Pour quel but et quel résultat sinon celui de faire croire aux Français que la France, puissance moyenne, a son mot à dire sur la scène internationale.

Cette morale invoquée par François Hollande est dénoncée par Haytam Manâa, président du Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD, opposition syrienne) et opposant de longue date au régime de Bachar qui dit ceci : «Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont poussé les parties à se radicaliser. Ils n'ont pas empêché le départ de djihadistes vers la Syrie et ont attendu très longtemps avant d'évoquer ce phénomène. Où est la démocratie dans tout ce projet qui vise la destruction de la Syrie ? Et pensez-vous que ce soit la

Par Hassane Zerrouky

morale qui les guide ?» Avant d'ajouter : «C'est un coup monté. On sait que les armes chimiques ont déjà été utilisées par Al Qaïda. Or, l'Armée syrienne libre et les groupes liés à Al Qaïda mènent en commun 80% de leurs opérations au nord. Il y a un mois, Ahmad Jarba (chef de l'opposition syrienne et homme des Saoudiens) prétendait qu'il allait changer le rapport de force sur le terrain. Or, c'est l'inverse qui s'est produit, l'armée loyaliste a repris du terrain. Seule une intervention directe pourrait donc aider les rebelles à s'en sortir.»

Dans cette guerre par procuration – l'Occident et ses alliés arabes soutenant les islamistes et la Russie et l'Iran soutenant le régime syrien – qui échappe par conséquent au peuple syrien pris en otage par les différents protagonistes, Bachar al-Assad porte une grave responsabilité pour au moins deux raisons : la première est d'avoir fait le choix de la force brutale en réprimant de manière sanglante des manifestations populaires qui ne demandaient au départ que la démocratie, les libertés et la fin du monopole politique du parti Baath, et la seconde pour avoir fourni le bâton avec lequel l'Occident va sans doute le frapper quand il a déclaré il y a plus d'une année qu'il n'hésiterait pas à utiliser l'arme chimique en cas d'invasion occidentale. Obama avait alors saisi la balle au bond affirmant qu'il s'agirait là d'une ligne rouge. Eh bien, on y est.

A moins d'un soudain retournement, la solution politique pour laquelle a lutté Haytam Mannâa et ses amis de la gauche syrienne s'éloigne tandis que la guerre, avec ses terribles conséquences pour cette région du monde où la question palestinienne va être de nouveau reléguée aux calendes grecques, est là aux portes de Damas. Est-il encore temps de l'arrêter ?

H. Z.

Contribution

La fin de la «Nation arabe»

Ils sont français, canadiens, suédois, algériens, libyens, yéménites, tunisiens, afghans, pakistanais, indonésiens, allemands et je ne sais quoi encore à se battre farouchement, avec une haine qui leur vient de je ne sais d'où, pour abattre le régime d'El Assad. Ils sont américains, français et onusiens à gesticuler et à se démenier comme des diables pour nous convaincre que le droit international exige d'eux le devoir d'ingérence.

El Assad est un dictateur, je n'en disconviens point, il muselle sa population, il réprime son opposition, son père a gazéifié les Kurdes et les islamistes, faisant beaucoup moins de victimes que les deux bombes nucléaires généreusement déversées par les Etats-Unis sur le Japon. Je ne peux souscrire ni à l'une ni à l'autre de ces méthodes barbares, je suis même contre la peine de mort, mais je ne peux non plus voir se détruire sous mes yeux, sans gémir, un pays, une Nation, un peuple aussi valeureux que la Syrie et les Syriens pour une histoire de gaz et de gazoduc et pour les commodités d'un calcul géopolitique criminel auquel souscrivent

des pays arabes et musulmans pour lesquels je n'éprouve ni sympathie ni sentiment de parenté (Dieu m'en préserve). Pourquoi cet acharnement des pays occidentaux à faire chuter El Assad ? Officiellement parce qu'il est un dictateur qui ne respecte pas les droits de l'Homme. Où en sont ces derniers si l'addition est à payer par des millions de réfugiés, une classe moyenne réduite à la mendicité et à la prostitution dans «les pays frères», où les villes séculaires et ancestrales sont détruites et qui ont fait la grandeur de l'ère musulmane ?

Oui je me sens solidaire avec le peuple syrien et même avec son gouvernement actuel car il défend bec et ongles le droit de ce valeureux pays d'exister, devrait-il pour cela malmenier les «intérêts américains». «Démocratie et droits de l'Homme» de la bouche des dirigeants occidentaux sonnent dans mon oreille, par une traduction instantanée, «intérêts américains à défendre».

Toute hypocrisie a ses limites, nous assistons, au quotidien, à la perte du leadership occidental sur les questions relatives à la liberté. Par quoi voudraient ces grands stratèges remplacer cet hideux régime ? Simplement par les hordes d'Al Qaïda, par cette «armée libre» constituée de cannibales, de sauvages d'un autre temps où l'on apprend à un enfant de dix ans à décapiter les soldats faits prisonniers ? Le lynchage horrible d'El Kadhafi, probablement succulent aux yeux de ceux qui rêvaient de le

voir emporter à jamais des secrets compromettants, ne semble pas suffisant pour assouvir la demande vampirique de ces dirigeants déjà dépassés par leur propre Histoire.

Pour quelle alternative et pour quels desseins se bat Laurent Fabius, l'homme de gauche qui s'était mis en dissidence lors du référendum sur la Constitution européenne parce que pas assez sociale ? Ne serait-il pas tenté, comme ses compères à l'époque coloniale, de compenser les manques à gagner d'une économie et d'un niveau de vie illégitime par un nouveau système d'exploitation des pays qu'il voudrait voir à jamais soumis ? Sérieusement, les médias si professionnels, au personnel si compétent me surprennent par cette inadverance et cette omission : par quoi voulez-vous, M. Fabius, remplacer, parce que vous vous proposez de le faire comme si c'était votre devoir naturel, le régime syrien actuel ? Simple et peut-être bête, mais question à poser quand même. En annabi on dit «ouinne raiiha biha ya shaiibi ?»

L'ambassadeur français devrait être convoqué, la Ligue arabe est à dissoudre, du moins l'Algérie devrait s'y retirer et exprimer franchement et courageusement son soutien et sa solidarité avec la Syrie. Cela me rappelle un poème de Moudafer El Noueb déclamé courageusement lors d'un sommet arabe en Irak où il a accusé les dirigeants arabes, avec les termes que nous lui connaissons, de ne pas porter

Par Hocine Benmedakhene

assistance à une Palestine qu'on viole sous leurs propres yeux. Que Bouteflika fasse référence à ses maîtres saoudiens, c'est son problème, mais je lui interdis de me représenter en ces circonstances humiliantes et indignes de notre pays. Je le revendique aussi haut et aussi fort que mes moyens me le permettent comme j'exige de lui de ne plus permettre à ces féodaux d'un autre temps de venir avec leurs 4x4 et nos kalachnikovs abattre nos gazelles, espèce protégée, offertes par un proxénétisme répugnant, à leur bien-aisance.

La Nation arabe est un mythe qui arrange bien les affaires des lâches, elle n'a jamais existé et représente un leurre qu'on offre à nos esprits étourdis. Cette entité est une imposture, elle n'est pas mienne. Seule la Nation algérienne m'incombe comme devoir mais je ne peux fermer les yeux sur le sort de peuples proches avec qui je partage tant de valeurs et d'Histoire.

Honte à ceux qui, rêvant de pouvoir, ne savaient pas, et ne savent pas, les devoirs que cela leur incombe. Nous nous incrustons, bon gré mal gré, dans une nouvelle époque et une autre ère où il n'est plus permis aux dirigeants de nos pays arabo-berbères d'être lâches, cupides et sans envergure. C'est une phase révolutionnaire qui exige une autre trempe d'hommes.

H. B.